



**Mouvements sociaux
et conditions de la mobilisation
2014**



fps

Sarah Hibo
Service Etudes du Secrétariat Général des FPS
02/515.17.67
sarah.hibo@mutsoc.be

FPS 2014

Cette analyse a pour objet de faire une synthèse (non exhaustive !) de théories sociologiques et politiques relatives à l'action collective et aux mouvements sociaux afin dresser le portrait de ce que sont les mouvements sociaux, comment ils s'organisent et mobilisent les individus.

Nous utiliserons ce cadre théorique pour mettre en perspective notre fonctionnement et nos pratiques en tant que mouvement social féministe. Nous nous interrogerons plus particulièrement sur la mobilisation des individus militants constituant la base qui permet (et légitimise) l'existence de notre mouvement.

Mouvements sociaux et nouveaux mouvements sociaux

De manière très générale, un mouvement social (MS) est *un acteur collectif qui mène une action contre un adversaire afin d'obtenir « quelque chose »*. Cette définition suggère donc que le mouvement s'identifie un adversaire et se situe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt. Les mouvements sociaux expriment généralement leurs demandes par des méthodes de revendication classiques (grève, manifestation, occupation d'un bâtiment public).

Tout mouvement de contestation n'est pas un MS. Il doit vraiment y avoir un « *effort coordonné de contestation de l'orientation de la société* » (Touraine)¹, une « *forme d'action commune concertée en faveur d'une cause* »².

Ce qui explique qu'un MS se crée, qu'il se rend visible et mène des actions c'est le fait que des gens ont le sentiment que leurs demandes ne sont pas prises en compte par les « décideurs » et qu'ils choisissent de se mobiliser pour tenter de faire bouger les choses.

Le concept dont nous venons de donner la définition ci-dessus, concerne des MS qui se situent avant 1968 dans le cadre de l'usine et du conflit social entre ouvriers et patrons. Au passage de la société industrielle à la société post-industrielle on observe que les MS évoluent progressivement en « nouveaux mouvements sociaux » (ou NMS comme, par exemple, les mouvements féministes, LGBT, écologistes...).

La « domination » passe des mains de ceux qui contrôlent les moyens de production à ceux qui détiennent l'information, le savoir, les connaissances.

Certains auteurs précisent que le caractère « nouveau » des MS n'est pas toujours évident à cerner. Par exemple, il y a eu des revendications que l'on peut qualifier de féministes bien avant 1968, mais suite à l'émergence de nouvelles préoccupations, de nouvelles valeurs dans de nouveaux publics des mouvements sociaux se sont organisés à la fin des années 60. Pratiquement, ces enjeux ont été conceptualisés, portés autrement, en d'autres termes et avec d'autres types d'actions par les NMS³.

Caractéristiques des NMS

S'agissant des formes d'organisation et des répertoires d'action, les NMS marquent une rupture par rapport aux structures syndicales et partisans.

Les positions et le fonctionnement du mouvement sont validés par une assemblée générale qui contrôle également les dirigeants (alors que les MS étaient plus caractérisés par la centralisation du pouvoir et la délégation d'autorité à des états-majors lointains).

¹ Les nouveaux mouvements sociaux et l'action collective, <http://libertariens.chez.com/nllemob.htm>

² NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 1996.

³ RIHOUX B., *Sociologie Politique*, UCL, 2005.

Fonctionnant avec des structures plus décentralisées, les NMS laissent une large autonomie aux composants de la base.

Les formes de protestations utilisées (sit-in, occupations de locaux, grèves de la faim) sont peu institutionnalisées et ont parfois une dimension ludique. Les actions des NMS sont pensées en fonction de ce qui fait réagir les médias et entraînerait une médiatisation de l'action.

En terme de valeurs et de revendications, on notera une certaine volonté de résistance au contrôle social et d'autonomie (VS redistribution des richesses, accès aux sites de décision dans les MS).

Les revendications des NMS sont plus qualitatives, elles portent davantage sur des styles de vie ou la reconnaissance d'identités et sont souvent non négociables (ex : la fermeture d'une centrale nucléaire ou l'abrogation de lois pénalisant l'homosexualité sont moins « négociables » qu'une revalorisation salariale).

Au niveau de l'identité des acteurs, les nouvelles mobilisations laissent la place à l'expression de classes ou de catégories socioprofessionnelles (ex : se définir comme homosexuel, musulman, écologiste,...).

Enfin, le rapport au politique vise la construction d'espaces d'autonomie et la réaffirmation de l'indépendance de formes de sociabilité privées contre l'Etat.

Le pouvoir politique est de plus en plus le destinataire privilégié des protestations. En effet, les dysfonctionnements d'un secteur social qui amènent à la mobilisation sont souvent les effets indirects de politiques publiques sur d'autres secteurs. Par ailleurs, le phénomène « d'internationalisation », c'est-à-dire l'influence des instances européenne et mondiales sur les politiques nationales (et la multiplicité de celles-ci : Union européenne, FMI, OMS, OMC...) rendent la prise de décision opaque, de sorte que faute d'un adversaire identifiable, les groupes se tournent vers les autorités politiques nationales comme porte d'entrée/relais des demandes.

Les NMS se créent dans le processus démocratique de la création de l'opinion publique et non dans l'affrontement politique et la confrontation révolutionnaire.

Les organisations de mouvements sociaux

Les organisations de mouvements sociaux (SMO) sont des accumulateurs de « ressources » « injectées » dans un MS qui permettent de faire baisser les coûts de la participation individuelle et dès lors de favoriser la mobilisation des individus⁴ (cf. ci-dessous « Pourquoi s'engager ? »).

C'est en quelque sorte l'instance de représentation politique des MS, elle permet à des griefs sociaux d'accéder à l'existence politique et favorise l'existence à long terme des groupes qui se mobilisent.

Concrètement, l'organisation coordonne les actions, rassemble des ressources et mène un travail de propagande pour la cause défendue.

Tout MS qui tente de s'inscrire dans la durée pour atteindre des objectifs est confronté à la question de l'organisation. Les MS dont les revendications aboutissent sont les plus organisés. Les MS dotés d'une telle organisation parviennent, dans 71% des cas, à être reconnus (et entendus) par leurs interlocuteurs contre 28% pour les mouvements moins organisés.

Dans la littérature, on retrouve principalement deux types de SMO. Dans le premier type -qui prend place dans le contexte américain des années 60 où émergent des agences d'expertise en « problèmes sociaux »- les SMO sont de véritables entreprises de protestation, dirigées par des professionnels

⁴ Cf. MCCATHY et ZALD in FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY E., SOMMIER I., *Penser les mouvements sociaux*, 2010, p. 21.

rétribués pour leur activisme et pas directement concernés par les objectifs de la protestation. Les SMO sont alors une affaire de professionnels pour laquelle la mobilisation des bénéficiaires directs dans le MS n'est pas nécessaire.⁵

Dans ce type d'SMO, les aspirations et revendications des groupes sociaux démunis sont portées par des organisations et des professionnels qui agissent à leur place et supportent les coûts de la mobilisation.

Le second type de SMO (qui s'observe plutôt dans le cas des NMS) se caractérise par une morphologie « souple ». Ces organisations possèdent une structure « informelle » décentralisée, polycéphale et réticulaire (en réseau). La base est constituée de cellules autonomes qui communiquent et se coordonnent entre elles par des supports de communication divers.

Au niveau du fonctionnement interne, ce second type d'SMO est structuré par des rapports de type communautaire marqués par un haut degré d'intégration et de solidarité entre les membres.

Enfin, le principe ultime d'organisation est la démocratie directe et participative. C'est-à-dire que la participation de chacun est requise dans la prise de décision, les décisions sont prise au consensus et la délégation de pouvoir et la professionnalisation y sont en principe proscrites.

Mais de manière générale, les sociétés occidentales sont des « sociétés de mouvements sociaux » où l'action collective est une forme conventionnelle de participation politique. On peut faire l'hypothèse d'une tendance à l'institutionnalisation des SMO et à une bureaucratisation/professionnalisation de leurs structures.

Cependant, « d'autres formes et espaces de coordination, sans plan concerté préalable, occupent parfois un rôle plus grand que des organisations « formelles » et bureaucratiques dans l'émergence de mouvements sociaux »⁶ (par exemple les sitting des sans-papiers).

Pourquoi s'engager?

C'est la désillusion, la déception et la frustration (sociale) qui en découle qui conduirait les individus à se mobiliser. GURR (politologue américain, auteur de *Why men rebel*, 1970) utilise la notion de « frustration relative » (soit : un état de tension, une satisfaction attendue et refusée, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence⁷). La frustration est la différence entre le « capital » qu'un individu détient à un moment donné (« matériel » comme le revenu ou la position hiérarchique, mais aussi « immatériel » comme la reconnaissance ou le prestige) et celui qu'il estime devoir obtenir sur base de sa condition et de la société. GURR parle de frustration *relative* car elle est issue de la comparaison qu'effectue l'individu entre son capital personnel et les normes sociales.

La frustration ne représente cependant qu'un simple potentiel de mobilisation et ne produit pas automatiquement la mobilisation.

Pour préciser ce qui conduit à l'action collective, on peut ajouter à cette théorie de la frustration, une lecture économique, celle de l'individu rationnel (cf. le paradoxe d'OLSON⁸). Car si l'on considère communément que l'action collective va de soi, dans les faits, les rationalités individuelles l'enrayent.

⁵ Cf. FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY E., SOMMIER I., *Penser les mouvements sociaux*, 2010 et NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, 2005, p. 21.

⁶ Idem, p. 27.

⁷ NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, 2005.

⁸ NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, 2005.

En effet, les individus pris isolément cherchent à maximiser leur fonction d'utilité/leur comportement (la balance entre les dépenses et les récompenses), leur intérêt est donc de laisser les autres assumer le coût de la mobilisation (en fait, de les regarder se mobiliser) pour en retirer les profits en cas de succès.

L'action sociale collective devient alors peu probable si tout le monde agit selon cette logique rationnelle (d'où l'intérêt des « organisations » qui mobilisent les « ressources » pour favoriser la participation des individus). L'expérience montre pourtant le contraire.

Dès lors, une compilation de ces deux théories semble plus éclairante lorsque l'on cherche à savoir pourquoi les individus se mobilisent. Tout d'abord, la plupart des individus éprouvent de la frustration mais ne se mobilisent pas automatiquement pour autant. La mobilisation collective ne va donc jamais de soi. Notamment parce que l'individu est un être rationnel qui effectue (généralement) un calcul du coût engendré par une action et du bénéfice qu'il en retirerait. Le modèle du calcul coûts/avantages permet dès lors d'éclairer les comportements lors de certaines mobilisations –en premier lieu celles qui portent sur des revendications économiques. Il existe toutefois une inégale intériorisation d'une disposition au calcul économique selon les milieux et les époques, de même que le calcul rationnel peut varier selon la situation dans laquelle se trouve l'individu (exemple : quand il fait ses courses VS lors d'une réunion d'un groupe qui combat la leucémie).

Le personnage du militant, de l'individu mobilisé, doit donc être pensé comme ayant une certaine consistance sociale et pas comme étant une machine à calculer.

Comment mobiliser ?

Dans notre pratique, lors de nos contacts avec les militants/sympathisants, nous constatons de plus en plus que l'objet général de notre mouvement, à savoir, l'égalité entre hommes et femmes ne mobilise pas (plus) ou peu. Les personnes qui s'adressent à nous souhaitent davantage que l'on rencontre leurs problèmes immédiats, que l'on agisse sur des choses plus concrètes, qui les touchent directement et avec des résultats à court terme.

Pour continuer à être un réel NMS avec une base militante forte, nous devons diversifier nos modes de mobilisation ainsi que les publics que l'on mobilise.

Un moyen de diversification des modes de mobilisation utilisé depuis quelques temps déjà est d'être attentifs aux demandes concrètes des individus issus des groupes que nous rencontrons dans nos activités, de les accompagner dans leur mobilisation et de relayer, amplifier au mieux leurs objets de préoccupation pour les satisfaire à court terme. Car même si la mobilisation nécessaire pour rencontrer une demande n'est que de courte durée, il nous semble que la probabilité que ces individus se mobilisent dans le futur concernant d'autres sujets de frustration ne peut qu'être amplifiée par le succès qu'auraient rencontré leurs mobilisations précédentes. Nous faisons l'hypothèse que des individus qui ne se sentent pas réellement concernés par notre objet général d'égalité entre hommes et femmes, pourraient progressivement le devenir lorsque leurs préoccupations immédiates auront été rencontrées.

La prise en considération des besoins concrets des individus et la mobilisation que le mouvement peut leur apporter dans la concrétisation de ces besoins nous apparaît comme la porte d'entrée la plus efficace à long terme pour renouveler et augmenter notre base militante.